

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BMI PRODUCTION FRANCE

Usine de Limoux Massia
Route de St Polycarpe
11300 Limoux

Références : UID11/66-C3-2026-159
Code AIOT : 0006600192

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement BMI PRODUCTION FRANCE implanté Vendémies Usine de Limoux -rte de St Polycarpe 11300 Limoux. L'inspection a été annoncée le 29/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BMI PRODUCTION FRANCE
- Vendémies Usine de Limoux -rte de St Polycarpe 11300 Limoux
- Code AIOT : 0006600192
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MONIER exploite un gisement d'argile au lieu-dit « Vendemies », sur le territoire de la commune de Limoux.

Les matériaux extraits ne sont pas traités dans l'enceinte de la carrière, mais à l'usine de fabrication de tuiles, implantée à Limoux.

L'extraction est réalisée en partie par des tirs de mines, afin d'extraire les bancs gréseux, et atteindre le gisement d'argile.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Signalisation, accès, zones dangereuses	AP de Mise en Demeure du 02/01/2023, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	plan de surveillance des émissions de poussières	AP de Mise en Demeure du 02/01/2023, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective, Consignation	Levée de mise en demeure
2	Eaux de pluie	AP de Mise en Demeure du 02/01/2023, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
4	Repère de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.8.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Eloignement du voisinage	Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.8.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a corrigé les non-conformités listées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure daté du 2 février 2023.

Il devra finaliser la protection des accès, notamment au niveau du chemin d'accès secondaire à la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : La société SAS MONIER dont le siège social est implanté 23-25 av du docteur LANNELONGUE CS 40009 75685 PARIS CEDEX 14, exploitant une carrière de terres argileuses au lieu-dit " Vendémies " sur le territoire de la commune de LIMOUX, est mis en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de : les articles 19.5 et 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé : . en établissant un plan de surveillance des émissions de poussières ; . en mettant en place de façon fixe au moins une station de mesure témoin de type (a), le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure de type (b) et une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site de type (c) ; . en procédant au suivi des retombées atmosphériques totales ;
Constats : Le plan de surveillance est conforme à la réglementation. L'exploitant a rajouté une jauge de type (b) à l'ouest à proximité des habitations et à l'est à proximité d'un domaine viticole. Le suivi de retombées de poussières présenté par l'exploitant montre des teneurs moyennes en poussières inférieures à 500 mg/m ² / jour pour les jauges de type (b), sous le seuil réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Eaux de pluie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, pluie
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées, dans la mesure du possible, par les installations et leur activité. Un bassin de décantation des écoulements superficiels équipé d'un déshuileur sera mis en place avant rejet dans le ruisseau de Saint -Polycarpe
Constats : Il a été constaté la mise en place d'un équipement de type déshuileur au niveau du bassin de décantation en partie basse de la carrière, avant rejet dans le ruisseau de Saint -Polycarpe. Lors de l'inspection, un voyant rouge clignotait au niveau du boîtier de contrôle du déshuileur. Cette alarme semblait associé au niveau du déshuileur.

Le débourbeur-déshuileur en aval de la station de ravitaillement des engins a été débroussaillé et le curage du dispositif a été effectué.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra procéder au contrôle du déshuileur au niveau du bassin de décantation en partie basse de la carrière, avant rejet dans le ruisseau de Saint -Polycarpe et réaliser le curage du déshuileur. Le bordereau d'évacuation des déchets devra être transmis à l'inspection des installations classées. Une procédure devra être mise en place afin d'assurer le suivi et la maintenance régulière de ce dispositif. L'exploitant consignera dans un registre les différentes opérations réalisées sur ce dispositif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Bassins
Prescription contrôlée : [...] <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture et une fermeture efficaces. Les bassins de traitement des eaux de ruissellement mis en place seront également clôturés et fermés à clef. Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a clôturé la totalité du bassin de décantation des eaux de ruissellement et a placé des pancartes signalant le danger à proximité des zones clôturées.</p> <p>La chaîne d'une hauteur d'environ 80 cm sur un des accès n'est pas considéré comme un moyen efficace de prévenir les intrusions.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre en place une clôture ou une fermeture efficace au niveau de l'accès situé à proximité de la plateforme de ravitaillement des engins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Repère de nivellement et de bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.8.1.3
Thème(s) : Autre, Bornes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025
Prescription contrôlée : [...] 1°/ des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; Les bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérés suivant le plan de bornage précité. 2°/ des bornes de nivellement ; Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : les bornes sur le terrain doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc ont été installées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eloignement du voisinage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2006, article 1.8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, pylônes des lignes électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance est portée à au moins 20 m aux abords des pylônes des lignes électriques " haute tension ", et à 25 m le long de la RD 229. [...]

Constats :

L'exploitant a en place un périmètre avec des blocs afin de renforcer la protection autour du pylône électrique, de réduire le risque d'accident et se tenir à une distance d'au moins 20 m des abords des pylônes des lignes électriques.

Type de suites proposées : Sans suite